

POINT FORT

La Suisse se profile pour devenir le Taiwan des puces photoniques

SEMI-CONDUCTEURS. La Suisse compte plus de 30 sociétés en photonique intégrée. Experts et entrepreneurs appellent à une stratégie nationale ambitieuse face à la concurrence internationale.

Sophie Marenne

Située à 180 kilomètres des côtes chinoises, l'île de Taïwan assure 92% de la production mondiale des semi-conducteurs les plus avancés, selon la Semiconductor Industry Association (SIA). Ces puces sont celles qui font tourner nos smartphones, centres de données et modèles d'intelligence artificielle (IA). La majeure partie provient des usines du géant TSMC, qui fournit les concepteurs de puces comme Nvidia, Qualcomm et Apple. La domination de la démocratie insulaire sur cette industrie s'est renforcée ces dernières années, alors que la Chine et les Etats-Unis se livrent, depuis 2018, à un bras de fer à coups de milliards d'investissement et de restrictions d'exportation.

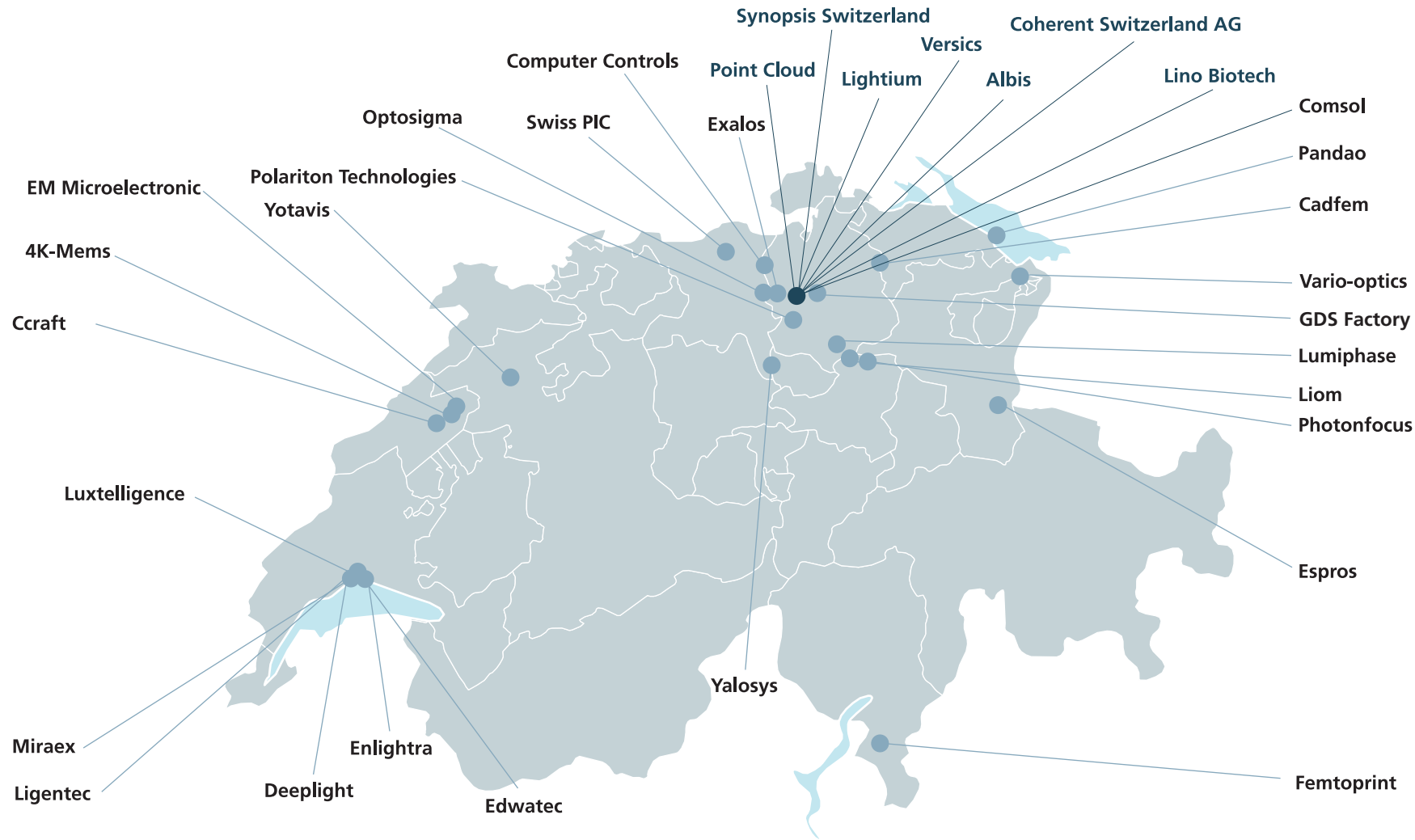
Dernier rebondissement en date: l'annonce de Donald Trump, mercredi, d'imposer les semi-conducteurs importés à hauteur de 100%. Ces tarifs douaniers massifs épargneraient seulement les producteurs de puces qui ont investi sur sol américain, ou s'engagent à le faire comme TSMC ou Samsung. Le discours politique du président américain doit encore faire l'objet d'une annonce réglementaire détaillée, ce qui laisse les acteurs de la microélectronique suisse dans le flou, alors que des grandes puissances – dont la Corée du Sud et le Japon – négocient actuellement des exemptions ou taux préférentiels.

Loin de ces tensions, la Suisse a tracé sa propre voie dans la microélectronique avec des dizaines d'entreprises (voir ci-dessous) actives dans l'univers des puces photoniques, une technologie qui utilise la lumière plutôt que les électrons pour transmettre l'information.

1 Les cousines optiques des puces électroniques

«D'un côté, vous avez une énorme industrie à plus de 600 milliards de dollars annuels: celle des circuits électroniques de nos ordinateurs et téléphones portables, produits essentiellement en Asie pour des marges limitées. Quelques sous-traitants suisses comme VAT, Comet ou Inficon contribuent à sa chaîne logistique», explique Andreas Voelker responsable des affaires photoniques au sein du Centre suisse d'électronique et de microtechnique (CSEM) de Neuchâtel. De l'autre côté, la niche des puces photoniques est «éva-

LA FILIÈRE ÉMERGENTE DES PUCES PHOTONIQUES EST PORTÉE PAR UNE TRENTAINE D'ACTEURS



Agefi et Swissphotonics

luée entre 10 et 20 milliards de dollars, mais en croissance rapide. C'est là que nous sommes forts, en Suisse.»

Grâce à l'utilisation des photons, les circuits sont plus performants et moins gourmands en énergie. «Nos puces sont complémentaires aux puces électroniques. Nous n'allons pas les remplacer mais coexister», assure Michael Geiselmann, cofondateur et directeur commercial de Ligentec. Ce spin-off de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), né en 2016, emploie 80 personnes entre Ecublens (VD), la Belgique et la France. Ses puces photoniques sont «très demandées, entre autres dans l'industrie spatiale», où chaque gramme compte.

Les cousines optiques des puces électroniques sont aussi populaires dans les applications d'IA, la défense, l'informatique quantique et surtout les télécommunications, leur principal marché actuel. «Sam Altman l'a tweeté il y a quatre mois: les puces d'OpenAI fondaient quand la planète entière s'est mise à générer des images inspirées de Ghibli. Les infrastructures actuelles ne répondent plus aux besoins liés à l'IA», commente Hamed Sattari, fondateur et CEO de

Ccraft, une fonderie de puces photoniques en niobate de lithium, fruit de six ans de recherches au CSEM. «C'est simple: il est impossible de bâtir des centres de données modernes sans puces photoniques», renchérit Andreas Voelker.

Lancé en avril, Ccraft entend installer de nouvelles lignes à Neuchâtel pour fabriquer 12 millions de puces par an, d'ici à 2030. La Suisse compte d'autres producteurs comme Ligentec et Lightium à Zurich. L'écosystème est complété par des concepteurs de logiciels dédiés comme GDS Factory à Dübendorf (ZH) et des fabricants de modulateurs électro-optiques tels que Polariton à Adliswil (ZH).

«Une trentaine d'entreprises et 400 employés sont actifs sur le segment des puces photoniques», affirme Pierre-Yves Fonjallaz, gestionnaire des programmes de recherche de l'EPFL et délégué romand de l'association Swissphotonics. Il rappelle que le domaine de la photonique dépasse largement les puces: environ 12.000 emplois dans l'usinage laser, l'imagerie médicale ou encore la medtech, pour un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs, selon Swissmem.

2 Les principales raisons de l'avance helvétique

Si la Suisse s'est taillé une place dans le monde encore restreint des puces photoniques, c'est en grande part grâce à son écosystème académique et scientifique. «Sur ce segment, l'Europe est pionnière. L'EPFL et l'EPFZ, mais aussi le CSEM et le centre de recherches zurichois d'IBM sont à la pointe», explique Andreas Voelker. Des spin-off de ces pôles scientifiques ont essaimé à travers le pays, à l'image de Luxtelligence, qui a déménagé à Saint-Sulpice (VD), «car il n'y avait plus de place sur le campus de l'EPFL, mais nous voulions rester à proximité», décrit Mohammad Bereyhi, CEO et cofondateur du fabricant de puces en tantalate de lithium (TFLT) qui compte 12 employés.

«La photonique suisse a aussi profité de la culture de la précision, héritée de l'horlogerie, étendue aux lasers et à la micro-mécanique», ajoute Pierre-Yves Fonjallaz. Les centres de recherche du pays sont dotés d'excellentes infrastructures, très contrôlées. Par ailleurs, les outils de la photonique s'appuient sur ceux de la mi-

cromécanique. Ainsi Ligentec réalise ses prototypes dans la salle blanche de l'EPFL, «une des meilleures d'Europe», selon Michael Geiselmann. Luxtelligence conçoit ses puces à Ecublens, pour des clients en Allemagne, en France, au Japon ou en Corée du Sud, avant une mise à l'échelle, «avec des fonderies partenaires dont nous annoncerons le nom bientôt», promet Mohammad Bereyhi. En matière d'embauche, les dirigeants du secteur sont unanimes: la main-d'œuvre qualifiée ne manque pas. «Nous avons une équipe très internationale et les collègues venus de l'EPFZ sont très bien formés», témoigne Anina Moser, associée technico-commerciale chez Polariton, fabricant de modulateurs électro-optiques compacts qui emploie 25 collaborateurs. Même son de cloche chez Luxtelligence. «La recherche de talents n'a jamais été un problème grâce à nos liens avec l'EPFL», assure Mohammad Bereyhi.

Ce vivier de candidats issus des grandes écoles, associé à la propriété intellectuelle des centres de recherche et aux infrastructures de précision constituent la recette du succès helvétique. «Si délocaliser

en Chine est généralement moins cher, vu les coûts de personnel, ce n'est pas le cas dans les puces photoniques, qui exigent un savoir-faire de pointe. Et aux Etats-Unis, ce serait encore plus onéreux», explique Hamed Sattari, convaincu qu'une telle combinaison est «introuvable ailleurs dans le monde».

3 La neutralité comme atout commercial

Les Pays-Bas font figure de locomotive dans le domaine des puces utilisant la lumière, «avec plus d'un milliard d'euros d'investissement public et privé», observe Pierre-Yves Fonjallaz. «Conscients de leur petite taille, ils ont intelligemment capitalisé sur cette niche sans être paralysés par le mythe selon lequel l'Europe ne saurait plus produire», abonde Hamed Sattari. Par ailleurs, l'Union européenne (UE) alloue 380 millions d'euros à son initiative Chips for Europe, destinée à réduire sa dépendance aux semi-conducteurs étrangers.

L'exclusion de la Suisse d'Horizon Europe – de mai 2021 à janvier 2025 – a creusé un «vrai trou» pour les sociétés

du secteur, avertit Andreas Voelker. La retour au programme a été un «soulagement», confirme Michael Geiselmann, en saluant le rôle de l'agence Innosuisse, qui a «pris le relais pendant cette période d'incertitude.» Selon lui, il faut maintenant œuvrer à une pleine réintégration, pour bâtir une véritable industrie des semi-conducteurs à l'échelle du continent.

A une plus large échelle, dans un monde fracturé par la guerre commerciale sino-américaine, la neutralité de la Suisse devient un argument commercial. «Pour fournir des applications stratégiques (*ndlr: comme la défense ou le spatial*), vous ne pouvez pas entretenir de liens directs avec la Chine, signale Hamed Sattari. La Suisse inspire confiance. Son image de qualité et de neutralité nous donne un net avantage.» Une analyse que partage Pierre-Yves Fonjallaz: «Dans un contexte incertain, la neutralité helvétique devient une valeur commerciale en soi.»

Entré en vigueur jeudi, le taux douanier américain de 39% freine toutefois les ambitions des acteurs suisses. «Nous exportons des modulateurs aux Etats-Unis, cette hausse n'est favorable ni à notre croissance, ni à notre accès au marché», alerte Annina Moser, qui redoute aussi une éventuelle rupture de la chaîne d'approvisionnement en cas d'escalade entre Pékin et Washington. Pragmatique, Hamed Sattari estime rogner sur les marges fera office de «solution à court terme» mais rappelle qu'«à long terme, les acteurs des chaînes de valeur des industries complexes s'alignent sur des partenariats durables».

4 Conserver une longueur d'avance

La Suisse peut-elle devenir un hub mondial des puces photoniques? «Je le crois fermement, d'autant que nous disposons déjà d'accords commerciaux avec le Japon et la

Corée du Sud. Les Pays-Bas ont investi davantage, mais sur le plan académique, nous avons été les premiers», affirme Mohammad Bereyhi. Un point de vue partagé par Hamed Sattari: «Ce qui se passe aujourd'hui avec les puces photoniques ressemble à ce qu'était l'électronique il y a 40 ans. Nous pourrions voir émerger les TSMC ou Samsung de demain dans ce segment.»

Pour que la Suisse en devienne le fer de lance, comme Taïwan a pu le faire pour les puces électroniques, la fenêtre d'opportunité «ne restera pas ouverte très longtemps», avertit Mohammad Bereyhi. Pour concrétiser cette vision, les experts signalent trois défis.

Le premier enjeu est financier, dans un domaine gourmand en investissement de production. Sans une stratégie nationale claire, le rôle précurseur de la Suisse dans la photonique intégrée reste fragile. «Pour l'instant, les choses vont plutôt bien. Le risque est de voir la production filer vers l'Asie, faute d'ambition coordonnée», prévient Pierre-Yves Fonjallaz.

Lancée en 2024 en réponse à l'exclusion d'Horizon Europe, l'initiative SwissChips du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (Sefri) est dotée de près de 34 millions de francs pour soutenir la recherche. Le problème est qu'il cible les puces électroniques. «Ce train-là est passé. Concentrons nos efforts sur la photonique, là où nous avons une chance d'être pionniers», insiste Hamed Sattari.

Pour Andreas Voelker, ce segment souffre d'un déficit de reconnaissance – et donc de soutien – par rapport à d'autres technologies à la mode: «L'IA et le quantique sont mieux compris. Le photonique reste en marge.» Annina Moser dresse le même constat: «L'IA fait le buzz, mais il est difficile d'obtenir du soutien pour en développer l'infrastructure et composants sous-jacents.»

Les entrepreneurs voudraient voir Innosuisse offrir davantage d'incitations, d'autant

plus que l'écosystème du capital helvétique se montre «réticent au risque dans la deep-tech», à en croire Mohammad Bereyhi. Adriaan Spierings, chef de secteur semi-conducteurs chez Swissmem, déplore pour sa part qu'«alors que d'autres pays ont tendance à subventionner directement les entreprises, la Suisse préfère financer uniquement la partie recherche d'un projet d'innovation».

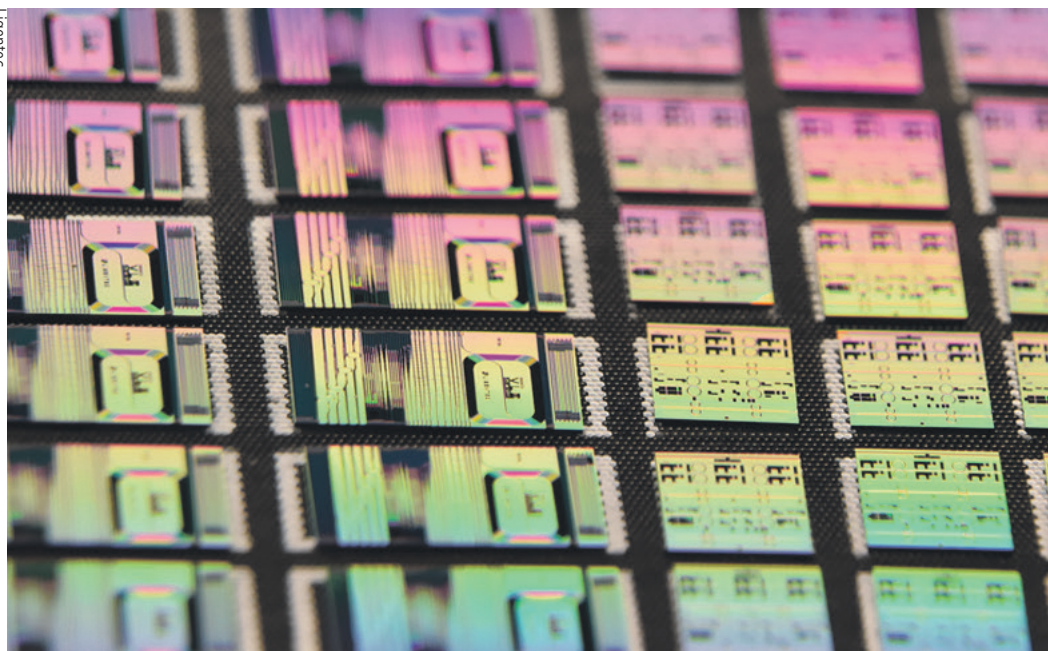
Le deuxième défi touche aux infrastructures. «A l'heure actuelle, la Suisse romande est mieux équipée, grâce aux salles blanches de l'EPFL et du CSEM», juge Annina Moser. Mais la mise à l'échelle de la production reste difficile, imposant souvent de produire à l'étranger. Le partenariat conclu par Ligentec avec la fonderie française X-Fab lui permet d'éviter «un investissement de 150 millions de francs rien que pour les machines, sans compter la maintenance à plusieurs dizaines de millions par an», explique Michael Geiselmann.

Pour Adriaan Spierings, la solution passe par la mutualisation d'équipement coûteux. Le représentant de Swissmem milite pour la création d'un laboratoire de prototypage centralisé, à la faveur d'un partenariat public-privé qui reste à définir.

Le troisième enjeu pour l'industrie des puces photoniques suisse réside dans la coopération entre ses acteurs. «Au lieu d'être en compétition, nous devrions collaborer. La haute technologie ne se construira pas chacun dans son coin», plaide Michael Geiselmann. Une vision partagée par Mohammad Bereyhi, qui appelle les start-up du milieu à «unir leurs forces».

S'il juge peu réaliste de voir émerger un géant des puces en Suisse, Andreas Voelker estime que le pays peut se rendre indispensable dans les briques photoniques sous-jacentes «toujours plus nécessaires», de la même façon que dans les machines de précision ou la robotique industrielle.■

Ligentec



Ligentec. Les puces du vaudois sont cinq fois plus petites que celles des circuits intégrés standards. L'entreprise met au point ses prototypes dans une salle blanche de l'EPFL, mais dispose aussi d'un centre près de Paris.

Le choc des années Covid passé, quelles sont les perspectives pour les entreprises locales?

Soutien économique La Fondation d'aide aux entreprises a permis de sauver près de 800 emplois en 2024. Son directeur, Patrick Schefer, demeure préoccupé par la fragilité de certains secteurs.

Marc Bretton

Le retour à la normale risque d'être de courte durée pour la Fondation d'aides aux entreprises (FAE). Cette institution genevoise qui soutient le tissu économique du canton commence à voir le bout du tunnel après les années Covid. Le nombre de sociétés qu'elle secoure et les montants qu'elle leur prête ressemblent à ceux d'avant 2020.

Mais le retournement conjoncturel guette en raison notamment de la politique économique de Trump. Les entreprises déjà fragilisées pourraient être mises en difficulté. Interview du directeur, Patrick Schefer.

Patrick Schefer, avec la crise des droits de douane et le rétrécissement de la Genève internationale, l'économie retient son souffle. Vu depuis la FAE, à quoi s'attendre?

C'est un peu tôt pour le dire. Ces dernières années, les performances économiques genevoises sont liées aux résultats d'une poignée d'entreprises

liées au commerce international. En contraste, celles qui sont tournées sur le marché intérieur vivent pour certaines une crise latente. C'est le cas de la construction ou de la restauration avec des entreprises qui connaissent des situations de concurrence extrêmement fortes et des marges qui, pour certaines, ne se sont pas reconstituées depuis le Covid.

Si la situation se détériore, comment voyez-vous votre rôle?

La loi est claire. La FAE octroie des cautionnements de prêts. Elle intervient de manière subsidiaire lorsque toutes les autres solutions ont été tentées. Mais un prêt, remboursable, c'est aussi de la dette, ce qui peut dissuader des entreprises, qui, lorsqu'elles ont besoin d'argent, nous trouvent souvent trop restrictifs et très durs quand il faut rembourser. En cas de crise majeure, le Conseil d'État a la latitude de débloquent des prêts, selon un système mis en place lors de la crise sanitaire en 2020. Les réductions d'horaire de travail ou les prêts à fonds perdu sont des options qui ont été utili-



Patrick Schefer, directeur de la Fondation d'aide aux entreprises.

sées lors du Covid. Mais ces mesures ne dépendent pas de nous.

Justement, parlons Covid.

Comment se passent

les remboursements des prêts?

Durant le Covid, nous avons accordé 30 millions de prêts en traitant 4000 demandes très rapidement. Sur les 30 millions accordés, 22 ont été remboursés, et 1

devrait être perdu en lien avec des faillites d'entreprises ou des départs. Il nous reste donc 7 millions à récupérer.

Pour qu'une économie prospère, il faut non seulement attirer des entreprises, explorer des nouveaux secteurs économiques, mais aussi soutenir les existantes dans les secteurs traditionnels lorsqu'elles sont en difficulté.

En 2024, la FAE a accordé 17 millions de francs de prêts à 62 entreprises et participé au maintien et à la création de 773 emplois. C'est 22'000 francs par emploi sauvé. Cela en valait la peine?

Oui, bien sûr. Cet argent, ce sont essentiellement des garanties de dépenses, prêts accordés par les banques. Il sert dans le cadre de crises momentanées, d'investissements ou de transmission d'entreprises par exemple, souvent pour déclencher un autre prêt bancaire.

Dans 90% des cas, on ne fait que donner notre caution sans avancer de l'argent. Nous ne sortons donc de l'argent que pour 10% des garanties, lorsque les entreprises bénéficiaires ne sont pas en mesure de payer leur prêt, soit 2200 francs par emploi (10% des 22'000 francs).

Si on veut que des entrepreneurs se lancent, prennent des risques, il faut les soutenir en cas de besoin. Mais nous devons aussi être prudents. D'autant plus que les entrepreneurs sont tenus personnellement res-

ponsables d'au moins une partie du montant des cautionnements dont ils bénéficient. En cas de défaut, nous sommes tenus de nous retourner légalement contre eux, ce qui n'est jamais agréable.

Les secteurs qui font appel à vous sont surtout la restauration, puis, très loin, la construction. Pourquoi la restauration occupe-t-elle une telle place?

Nous recevons beaucoup de demandes d'aide en vue d'ouvertures d'établissements. Je m'attendais à un affaïssissement de la demande de ce secteur après le Covid, mais pas du tout. C'est un secteur qu'on connaît bien, alors nous sommes assez restrictifs vu le taux de faillite.

Ce n'est pas aisé d'ouvrir un établissement: il faut un concept, un lieu, offrir une bonne assiette, un bon service. La concurrence est forte et les habitudes de consommation évoluent avec la fin des repas de midi, le développement des ventes à l'emporter.

Die Pensionskassen-Renten sind seit 2002 um 40 Prozent gesunken

Weniger Geld im Alter Pensionskassen sind unter Druck. Inzwischen erhalten viele Pensionierte nicht einmal mehr die Hälfte ihres letzten Lohns. Und der Trend zeigt weiter nach unten.

Armin Müller

Die arbeitende Schweizer Bevölkerung erhält nach ihrer Pensionierung immer weniger Geld. 2002 konnte ein 55-jähriger mit einem Jahreslohn von 120'000 Franken eine Rente aus AHV und Pensionskasse von jährlich rund 75'000 Franken erwarten. Heute sind es nur noch 63'000 Franken. Die erwartete Rente ist also um 16 Prozent geschrumpft. Dies geht aus dem Pensionierungsbarometer des Vermögenszentrums VZ hervor.

Die meisten Rentner können sich heute ein gutes Leben leisten, sie haben im Durchschnitt mehr Ersparnisse als die arbeitende Bevölkerung. Zudem ist ihre Rente garantiert. Doch für die nächsten Generationen sieht es weniger gut aus. Denn ihre Renten sinken.

Zwar werden die AHV-Renten regelmässig an die Teuerung und die Lohnentwicklung angepasst und erhöht. Entsprechend sind sie von 2002 bis 2025 um rund 22 Prozent gestiegen. Ab 2026 gibt es dank der 13. AHV-Rente zusätzlich 8,3 Prozent mehr.

Umverteilung von Jungen zu Alten

Aber gleichzeitig sind die Pensionskassenrenten deutlich gesunken. Sie liegen heute etwa 40 Prozent tiefer als vor zwanzig Jahren, wie die VZ-Daten zeigen. An seinem Vorsorgeausweis kann man jeweils im Januar ablesen, wie das Rentenversprechen dahinschmilzt.

Die meisten Pensionskassen haben in den letzten Jahren die Sparguthaben schlecht verzinst und gleichzeitig den Umwandlungssatz, mit dem das Guthaben in eine Rente umgerechnet wird, dauernd gesenkt.

Von 7,2 Prozent im Jahr 2002 ist der durchschnittlich angewandte Umwandlungssatz im letzten Jahr auf 5,27 Prozent gesunken. Wer vor zwanzig Jahren bei der Pensionierung ein Alterskapital von 100'000 Franken hatte, bekommt jährlich 7200 Franken Rente. Heute erhält er mit dem gleichen Alterskapital nur noch 5270 Franken.

Der Grund für die Senkung des Umwandlungssatzes: Viele Pensionskassen haben Renten versprochen, die durch das angesparte Altersguthaben nicht gedeckt waren. Zum einen sind die Zinsen gesunken, zum anderen stieg in den letzten zwanzig Jahren die Lebenserwartung der Rentner: um drei Jahre bei den Männern und um fast zwei Jahre bei den Frauen. Mit der Senkung der Umwandlungssätze wurde die Umverteilung von den Jungen zu den Alten gebremst.

Die Lebenserwartung steigt, die Zinsen sinken

Eigentlich gilt als Ziel des Vorsorgesystems, dass AHV- und Pensionskassenrente zusammen mindestens 60 Prozent des letzten Lohns betragen sollten. Das ist jedoch immer weniger der Fall.

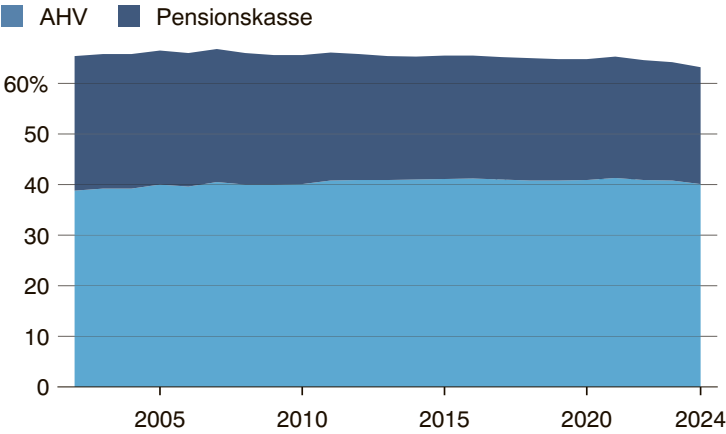
Ein 65-Jähriger, der brutto 100'000 Franken verdiente, bekam bei seiner ordentlichen Pensionierung 2002 eine Rente von



Seniorinnen und Senioren geniessen das Panorama am Albis im Kanton Zürich. Foto: Urs Jaudas

Rente bei 50'000 Franken Bruttolohn

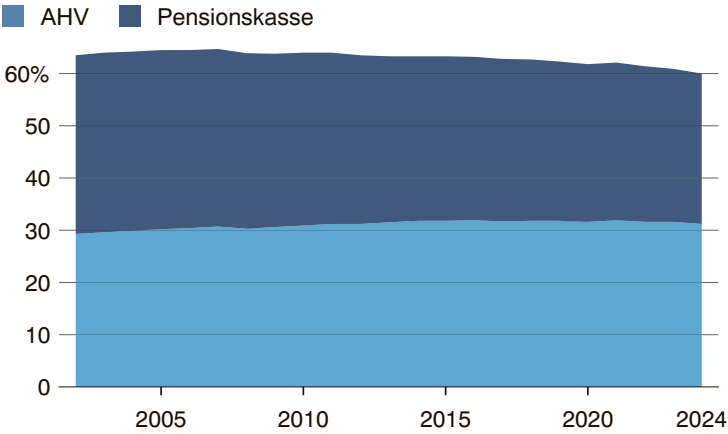
Renten aus AHV und Pensionskasse, in Prozent des letzten Lohnes



Grafik: arm / Quelle: VZ Vermögenszentrum

Rente bei 75'000 Franken Bruttolohn

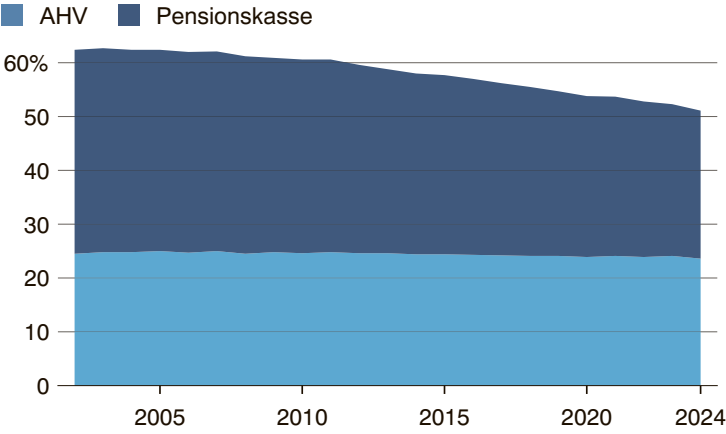
Renten aus AHV und Pensionskasse, in Prozent des letzten Lohnes



Grafik: arm / Quelle: VZ Vermögenszentrum

Rente bei 100'000 Franken Bruttolohn

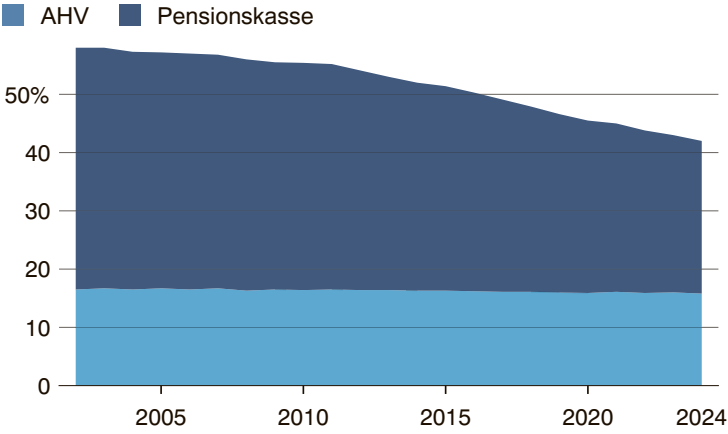
Renten aus AHV und Pensionskasse, in Prozent des letzten Lohnes



Grafik: arm / Quelle: VZ Vermögenszentrum

Rente bei 150'000 Franken Bruttolohn

Renten aus AHV und Pensionskasse, in Prozent des letzten Lohnes



Grafik: arm / Quelle: VZ Vermögenszentrum

jährlich gut 62'000 Franken. AHV und Pensionskasse machten also rund 62 Prozent des letzten Salärs aus. 2024 sind es nur noch rund 51 Prozent.

Gutverdienende sind von den Senkungen besonders stark betroffen. Dank höheren Löhnen haben sie mehr in der Pensionskasse angespart, vor allem im überobligatorischen Bereich, wo die Umwandlungssätze stark ge-

senkt wurden. Bei Bruttolöhnen von 150'000 Franken machten AHV- und Pensionskassenrente 2002 noch 58 Prozent des letzten Lohns aus, heute nur 42 Prozent.

In den tieferen Einkommensklassen sind die Kürzungen dagegen weniger spürbar, weil die Umwandlungssätze weniger gesenkt wurden und die AHV einen bedeutend grösseren Anteil ausmacht.

Die Pensionskassen sind heute in einer besseren finanziellen Verfassung und versprechen seltener Renten, die durch die Sparguthaben nicht gedeckt sind.

Werden die Renten nun also wieder steigen? Dieser Hoffnung erteilt Karl Flubacher, Autor der VZ-Studie, eine Absage: «Die grossen Korrekturen sind zwar gemacht, die Renten sollten deshalb nicht mehr so stark sinken

wie in den letzten zwanzig Jahren. Aber der Trend zeigt leider weiterhin nach unten.»

Denn die Lebenserwartung steigt weiter, und die Zinsen sinken wieder. Die Schweizer Nationalbank hat den Leitzins bereits auf null gesenkt. Die Finanzmärkte erwarten, dass in der Schweiz gegen Ende Jahr erneut Negativzinsen herrschen werden.

Voici les lignes des Transports publics genevois qui changent pour la rentrée scolaire

Mobilité Les trams circuleront à nouveau à Carouge, mais le quartier des Nations sera perturbé. Tour d'horizon des modifications.

Emilien Ghidoni

Au grand malheur des élèves profitant du soleil, la rentrée scolaire approche à grands pas. Ils retrouveront, en effet, le chemin de l'école le 18 août. Et pour s'adapter à ce retour en masse, les Transports publics genevois (TPG) annoncent plusieurs mesures d'adaptation sur leur réseau. Petit guide non exhaustif de ce qui va changer.

La première bonne nouvelle concerne les travaux sur la rue de Carouge et dans la commune éponyme. Ouverts fin juin, ils avaient entraîné une interruption des trams 12 et 18 entre Plainpalais et Lancy. L'avancement du chantier permet désormais aux TPG d'adapter leur dispositif de remplacement. À la rentrée, les trams circuleront à nouveau sur la ligne 12 entre les arrêts Lancy-Bachet et Blanche.

Bus de remplacement

Les bus de remplacement continueront à circuler, mais seulement entre Plainpalais et Blanche, ce qui réduira considérablement leurs trajets. Par contre, rien ne change pour la ligne 18, qui conserve son itinéraire réduit, tandis que la ligne 17 prolongera, elle, son parcours jusqu'à Lancy-Bachet.

Pour que les trams 12 et 18 roulent à nouveau normalement, il faudra attendre le 6 décembre, jour prévu pour la fin des travaux. Les Carougeois participant à la course de l'Escalade pourront donc s'y rendre en tram.

Avant ce rétablissement total de l'offre, «le Léman Express reste une alternative recommandée pour tout déplacement depuis le Bachet-de-Pesay et le secteur de Carouge afin de rejoindre la gare Cornavin (en remplacement de



Les travaux à la rue de Carouge (ici en mai) et dans la commune du même nom seront bientôt terminés.

la ligne 18) ou pour atteindre le quartier des Eaux-Vives et Chêne-Bourg, à la place du tram 12», insistent les TPG.

Chantier sur la Rive droite

La Rive droite connaîtra aussi un gros changement. Les travaux liés au prolongement du tram entre Nations et Ferney, qui doivent

commencer prochainement, auront des répercussions sur le réseau des TPG.

Dès le 18 août, l'arrêt Collège Sismondi accueillera le terminus du tram 15. Le bus 5, lui, sera dévié sur l'itinéraire de la ligne 8. La fin de cette modification dépendra de l'avancement du chantier du tram des Nations.

Autre complication: le bus 60 ne desservira plus Le Grand-Saconnex et transitera directement par le tunnel des Nations. En remplacement, une ligne provisoire floquée du numéro 58 circulera entre Palexpo et l'arrêt «Grand-Saconnex, Tunnel Routier» pour toute la durée des travaux.

Objectif: desservir le quartier de Susette, en remplacement de la ligne 60, et assurer une connexion avec les lignes 5 et 8 à l'arrêt «Grand-Saconnex, place».

D'autres lignes secondaires seront aussi affectées. La 51 sera prolongée entre le Bouchet et Nations via l'hôtel InterContinental, mais les arrêts Trembley

«Le Léman Express reste une alternative recommandée pour tout déplacement depuis le Bachet-de-Pesay et le secteur de Carouge afin de rejoindre la gare Cornavin.»

Les Transports publics genevois

et Moillebeau ne seront provisoirement pas desservis. L'offre du bus 54, en revanche, sera renforcée avec désormais un véhicule par demi-heure en journée. Cela permettra de doubler la desserte de Versoix.

Nouvelle liaison temporaire

Enfin, une nouvelle ligne, la 97, verra temporairement le jour. Elle assurera une liaison entre le quartier des Grands Esserts et le Bout-du-Monde, avant le prolongement de la ligne 7 prévu pour le mois de décembre.

Grâce aux connexions avec les lignes 7 et 11, elle permettra de rejoindre le centre-ville, le quartier de la Fontenette, les Hôpitaux universitaires de Genève et la gare du Léman Express de Champel. D'autres modifications mineures sont prévues, comme pour le bus 55 et le 48.

Il est possible de s'informer de façon plus détaillée sur le site des TPG.

Georges Cabrera

Les Objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'ONU en 2015 ne sont pas en voie d'être réalisés, constate un rapport. L'organisation tire la sonnette d'alarme

L'Agenda 2030 échoue à l'examen

SERGIO FERRARI* ET
CHRISTOPHE KOESSLER

Développement ► Réunis à New York du 14 au 23 juillet 2025, les Etats membres de l'ONU ont tiré un bilan préoccupant de la mise en œuvre des objectifs du développement durable (ODD), aussi appelé Agenda 2030: seuls 20% des cibles sont en voie de réalisation. Un rapport de l'organisation publié le 14 juillet¹ fait un bilan détaillé de ce programme adopté en 2015, souvent cité en référence par les organisations de la société civile.

Pour 47% des objectifs, les progrès n'ont été que rares (29%), voire inexistants (18%). «Il est alarmant de constater que, pour 18% des cibles, la trajectoire accuse un repli par rapport aux niveaux de référence de 2015», commente l'ONU. Comme l'a relevé à la mi-juillet, Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, «nous faisons face à une véritable urgence mondiale en matière de développement».

Quelques avancées

Les Nations unies relèvent quelques avancées. Par exemple, 92% de la population mondiale bénéficie de l'électricité (contre 87% en 2015) et l'accès à Internet est passé de 40% à 68%. La couverture protection sociale s'est étendue: «Pour la première fois, en 2023, plus de la moitié de la population mondiale (52,4%) bénéficiait d'au moins une prestation de protection sociale, contre 42,8% en 2015». Mais cela n'a pas été le cas pour les pays à bas revenus qui «n'ont pratiquement pas progressé à cet égard depuis 2015».

Autre progrès: l'accès des filles à l'école a progressé et le nombre de mariages infantiles (moins de 18 ans) a régressé, bien qu'on compte toujours chaque année 12 millions de mariages de jeunes filles mineures. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a été réduit modérément, 43 à



L'ONU a constaté que seuls 20% des cibles de l'Agenda 2030 sont en voie de réalisation. KEYSTONE

37 pour 1000 naissances, tout comme le taux de mortalité maternelle (de 228 à 197 pour 100 000 naissances).

9% d'«extrême pauvres»

Ces avancées ne suffisent pourtant pas à masquer la pauvreté persistante, la croissance des inégalités et l'accélération du dérèglement climatique. 700 millions de personnes souffrent d'une situation d'extrême pauvreté. Le rapport pointe une très légère amélioration: «Les dernières données révèlent que 9% de la population mondiale vivait dans l'extrême pauvreté en 2022, chiffre en légère baisse par rapport aux 10,5% de 2015». Mais les critères retenus par l'ONU pour calculer ce chiffre sont critiqués par certaines organisations de la société civile et des universitaires qui observent pour leur part une hausse de la misère.²

Plus d'un milliard de personnes vivent dans des bidonvilles, sans services de base. La faim et l'insécurité alimen-

taire se sont exacerbées: plus de 750 millions de personnes souffrent de la faim et plus de 2,3 milliards de personnes, soit environ 29% de la population mondiale, se trouvent en situation d'insécurité alimentaire. «Bien que les dépenses publiques consacrées à l'agriculture aient atteint un niveau record de 701 milliards de dollars en 2023, elles représentent encore moins de 2% des dépenses publiques totales, ce qui témoigne de la nécessité d'investir davantage et de prendre des mesures d'urgence pour renforcer les systèmes alimentaires», précise le rapport.

Simultanément, selon la Banque mondiale, les pays en développement ont affecté, en 2023, le chiffre record de 1400 milliards de dollars de dollars au titre du service de leur dette extérieure. Le paiement des intérêts a cru de près d'un tiers et s'est élevé à 406 milliards de dollars, grevant, dans de nombreux pays, les budgets pouvant être alloués à des domaines critiques tels que la santé, l'éducation et

l'environnement. Plus de 60 pays – comptant plus de 3 milliards d'habitants – consacrent davantage d'argent au remboursement de leur dette externe qu'à l'éducation ou à la santé.

«De l'argent, il y en a»

Dans une déclaration rendue publique à la fin de la 4^e conférence internationale sur le financement du développement, au début juillet, à Séville, la Coordination espagnole des organisations actives dans la coopération au développement constate qu'il reste très peu de temps pour parvenir à concrétiser l'Agenda 2030. Cette plateforme a coordonné, durant cet événement, la présence critique de la société civile internationale: plus de 1500 représentant·es ont pris part à des activités parallèles, y compris des protestations symboliques, dans les locaux de la conférence.

Il ne s'agit nullement d'un manque de ressources, mais d'un problème de priorités, dénonce la Coordination des ONG.

«De l'argent, il y en a, comme le prouvent l'augmentation démesurée des budgets militaires, qui ont dépassé, en 2024, le montant

Plus de 2,3 milliards de personnes, soit environ 29% de la population mondiale, se trouvent en situation d'insécurité alimentaire

global de 2700 millions de dollars, les subventions déguisées aux énergies fossiles, ou les 25 milliards de dollars – selon des estimations crédibles – dissimulés dans des paradis fiscaux pour échapper à l'impôt.» Et d'ajouter que, pendant ce temps, «des mil-

lions de personnes n'ont pas accès à des services de base comme l'eau potable, la nourriture ou l'éducation».

Cette analyse est partagée par Alliance Sud, plateforme suisse d'ONG, dont les représentants étaient présents à Séville. Cette coordination de la société civile souligne que la déclaration finale issue de la conférence est très insuffisante pour répondre aux Objectifs du développement durable. Dans son blog couvrant quotidiennement le sommet de Séville, elle fait un bilan guère reluisant de l'événement: «Des réponses aux innombrables crises n'ont pas été apportées: le Nord réduit ses aides au développement et continue de priver les pays du Sud global de ressources considérables, alors que ces derniers croulent sous le poids de la dette.»

De jour en jour, l'inquiétude de la société civile ne cesse de croître, constate Isolda Agazzi, porte-parole d'Alliance Sud. Particulièrement préoccupants, de ce point de vue, sont le déclin significatif des fonds destinés à promouvoir le développement durable et la réduction constante, sur toute la planète, de ceux consacrés à la coopération internationale. Sans oublier «le climat mondial délétère, où les guerres, la baisse des financements consacrés au changement climatique et les dures attaques contre le multilatéralisme laissent présager une plus grande lenteur ou même un recul dans l'application de l'Agenda 2030 au cours des cinq prochaines années». I

¹ unstats.un.org/sdgs/files/report/2025/secretary-general-sdg-report-2025--FR.pdf

² notre édition du 13 juin 2019

* Traduction Hans-Peter Renk

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

Höhere Fachschulen wollen mehr Anerkennung

Eine neue Studie vergleicht den Mehrwert von Abschlüssen an Fachhochschulen und Höheren Fachschulen.

Léonie Hagen

Die Schweiz könnte kaum stolzer sein auf ihr duales Bildungssystem. Bei jeder Gelegenheit wird darauf verwiesen, um aufzuzeigen, wie sozial durchlässig das Land sei. Alles ist möglich, nichts ausgeschlossen.

Gleichzeitig reichen längst nicht alle Abschlüsse für die Zulassung zum Studium aus. Die Fachhochschulen rangen lange – und teils immer noch – um die akademische Anerkennung ihrer Bachelor-Abschlüsse. Und mit einem Diplom einer Höheren Fachschule in der Tasche kann man heute zwar unter erleichterten Bedingungen ein Fachhochschulstudium anhängen, aber kein universitäres.

Nun zeigt eine neue Studie: Wer eine Höhere Fachschule (HF) absolviert, profitiert von der Ausbildung trotzdem mehr als seine Kolleginnen und Kollegen an der Fachhochschule (FH).

In Auftrag gegeben hat die Studie der Bildungsverband Edusuisse. Untersucht wurde, welchen Mehrwert ein Studium an der Fachhochschule im Vergleich zu einer Ausbildung an der Höheren Fachschule bringt. Bisher wurden die Schulen jeweils in denselben Topf geworfen und mit universitären Studien verglichen.

Dabei gibt es innerhalb des zweiten Bildungswegs, der nicht über die Uni führt, grosse Unterschiede: wie hoch die Kosten für Einzelne sind, wie viele öffentli-

che Gelder in die Schulen fliessen, wie früh die Abgängerinnen in den Arbeitsmarkt eintreten können.

Weil der Unterricht an den Fachhochschulen akademischer ist, rechnen deren Absolventen langfristig mit höheren Löhnen. Die höheren Fachschulen sind niederschwelliger und praxisorientierter. Man braucht für das Studium keine Berufsmaturität, kann dafür aber auch keinen Bachelor titel erhalten. «Damit stehen die höheren Fachschulen in der akademischen Hierarchie quasi hinten an», sagt Studienleiter Lukas Mergele.

Zu Unrecht, wie sich nun zeigt. Gemäss der Studie zahlen sich beide Bildungswege aus. Aber die sogenannte private

Rendite einer HF-Abgängerin, also was ihr das Studium lohntechnisch bringt, liegt um fünf Prozent höher als jene eines FH-Abgängers. Berücksichtigt man den Mehrwert für die Steuerzahlenden, so liegt die Rendite eines FH-Studiums bei 4 bis 10 Prozent. Bei HF-Abschlüssen liegt sie je nach Fachrichtung 6 bis 8 Prozent höher.

Mehr Förderung für die HF?

Anders gesagt: Wer eine Höhere Fachschule absolviert, verdient ohne Bachelor schneller und mehr Geld und zahlt mehr Steuern als sein FH-Gspänli. Langfristig erhalten Letztere zwar höhere Löhne. Aber auf die gesamte Arbeitszeit gerechnet,

gleiches diese den Unterschied im Mehrwert nicht aus.

Edusuisse fordert deshalb mehr Anerkennung für die Höheren Fachschulen. Die Studie unterstreiche «die Potenziale einer verstärkten Förderung der Höheren Fachschulen» und liefere «klare Impulse für bildungspolitische Diskussionen», schreibt der Verband.

Der Bundesrat hat bereits angekündigt, die höheren Fachschulen stärken zu wollen. Im April gab er bekannt, die Abschlussbezeichnung «Professional Bachelor» und «Professional Master» für HF-Studiengänge einführen zu wollen, um diese sichtbarer zu machen. Wann das Parlament den Vorschlag behandeln wird, ist noch unklar.

Berne renonce à prendre des mesures contre Washington

GUERRE COMMERCIALE De retour de la capitale américaine, la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, a assuré devant la presse vouloir continuer de négocier avec Donald Trump. Depuis hier, les entreprises suisses exportant aux Etats-Unis subissent des droits de douane de 39%

FANNY SCUDERI, BERNE

«La situation est difficile» et le résultat des négociations «une déception», un «coup de mas-sue»: le bilan dressé par les conseillers fédéraux Karin Keller-Sutter et Guy Parmelin hier est sombre. C'est la première fois que des ministres évoquent devant la presse les taxes douanières de 39% imposées à la Suisse par le président américain, Donald Trump.

«Le Conseil fédéral a une pensée particulière pour les cantons de Suisse occidentale frappés de plein fouet, qui assurent une part importante des exportations suisses pour les Etats-Unis», a commencé la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter. Le déplacement éclair des deux ministres à Washington a échoué à infléchir Donald Trump, qu'ils n'ont pas rencontré. «Il était clair aux yeux du Conseil fédéral qu'il ne changerait pas d'avis dans un délai court», a-t-elle expliqué. Elle précise que le but du voyage était d'échanger avec les personnes clés de ce dossier. Ils se sont adressés au secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, car il se trouve être le responsable des relations bilatérales entre la Suisse et les Etats-Unis.

Sans succès. Pour autant, face à ces taxes punitives, le Conseil

fédéral n'envisage pas de prendre de contre-mesures. Le gouvernement estime qu'elles «ne seraient pas dans l'intérêt de la Suisse» et mise sur la poursuite des négociations. A Washington, les ministres ont présenté «une offre améliorée». L'achat des avions américains F-35 n'est pas remis en question.

«J'ai défendu les intérêts de la Suisse»

KARIN KELLER-SUTTER, PRÉSIDENTE DE LA CONFÉDÉRATION

Désormais, et pour une durée indéterminée, près de 60% des importations de biens suisses sont touchés par de nouveaux droits de douane. Les secteurs principalement concernés sont l'horlogerie, les machines, les appareils médicaux et certains produits alimentaires. Les exceptions pour les produits pharmaceutiques et chimiques, ainsi que «certaines lignes d'or», sont maintenues, a précisé Guy Parmelin, chargé du Département de l'économie (DEFR).

Pour aider les entreprises à traverser cette période, le Conseil fédéral donnera suite à l'initiative

parlementaire demandant de prolonger les indemnités pour réduction d'horaire de travail (RHT) de 18 à 24 mois. Des mesures seront prises pour «décharger les entreprises». Malgré tout, «des suppressions d'emplois ne peuvent pas être exclues», a-t-il regretté.

Le Conseil fédéral soudé derrière Karin Keller-Sutter

Au moment des questions, alors que des critiques étaient formulées à l'encontre de Karin Keller-Sutter, Guy Parmelin a pris sa défense. «Le Conseil fédéral gagne ou perd ensemble. Il est facile de faire des reproches à la présidente. N'importe qui serait arrivé au même résultat. Nous prenons acte et remettons l'ouvrage sur le métier.» A propos de l'échange téléphonique qu'elle a eu avec Donald Trump la veille de l'annonce des taxes, Karin Keller-Sutter a précisé: «Je l'ai beaucoup écouté, mais je ne pouvais pas laisser dire que les Etats-Unis accusent un déficit d'environ 40 milliards, et c'est une affirmation qu'il a mentionnée à plusieurs reprises. J'ai défendu les intérêts de la Suisse.»

Quant aux leviers à la disposition de la Suisse pour négocier, la présidente a souligné que la Confédération proposera une offre qu'elle pourra tenir: «Nous

«Le Conseil fédéral gagne ou perd ensemble. Il est facile de faire des reproches à la présidente. N'importe qui serait arrivé au même résultat», a répliqué hier devant la presse Guy Parmelin alors que des critiques étaient émises à l'encontre de Karin Keller-Sutter (à gauche). (BERNE, 7 AOÛT 2025/ PETER SCHNEIDER/ KEYSTONE)

voulons rester un partenaire fiable et garder nos valeurs.» Les ministres ont essuyé des critiques, notamment d'avoir été «trop confiants» face à la déclaration d'intention négociée avec l'administration américaine,

mais rejetée par Donald Trump. «Nous avons négocié de longs mois, rappelle Guy Parmelin. A la fin, c'est le président qui décide. Il n'y a eu aucun signe avant-coureur qu'il jugerait la proposition insuffisante. Peut-

être avons-nous sous-estimé cet aspect.»

Les partis politiques ont réagi à coups de communiqués. Pour l'UDC, ces négociations sont un désaveu pour le Conseil fédéral, qui aurait trop souvent «négligé

«Il faut un soutien beaucoup plus fort aux entreprises»

MESURES Genève a exporté pour 3,5 milliards de francs vers les Etats-Unis en 2024. Quel impact auront les 39% de droits de douane? Comment soutenir les entreprises? La conseillère d'Etat genevoise Delphine Bachmann détaille ses propositions

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC JULLIARD

Des montres, de la chimie, mais aussi des bijoux et de l'électronique: les Etats-Unis sont devenus en 2024 la première destination des exportations genevoises, avec 3,5 milliards de francs. Les taxes douanières vont frapper directement des secteurs clés. Que peut faire le canton? Cheffe du Département de l'économie et de l'emploi, Delphine Bachmann répond.

Etes-vous inquiète pour l'économie genevoise et suisse? Les Etats-Unis mènent de front deux combats qui ont un impact majeur pour la Suisse: celui contre les déficits commerciaux, et celui contre les prix pratiqués par l'industrie pharmaceutique. Donald Trump estime que le déficit commercial avec la Suisse est injuste, et a donc décidé unilatéralement d'appliquer 39% de droits de douane. Nous devons acter le fait que les règles du jeu ont changé. Les méthodes et les règles habituelles du commerce international ne s'appliquent plus dans nos relations avec les Etats-Unis. Je suis évidemment préoccupée, mais je reste persuadée que la diversité de notre économie, en termes de secteurs et de tailles



«Nous devons acter le fait que les règles du jeu ont changé»

d'entreprises, nous permettra de trouver des solutions.

Quels secteurs vont être particulièrement touchés? Nous ne sommes pas les plus touchés de Suisse, mais Genève a exporté pour 3,5 milliards de francs aux Etats-Unis l'an dernier, soit à peu près 15% de toutes les exportations du canton. Les secteurs particulièrement concernés sont l'horlogerie, avec 2,4 milliards de francs d'exportations aux Etats-Unis, la bijouterie avec plus de 700 millions, et dans une moindre mesure la chimie. Il faut y ajouter toutes les chaînes de sous-traitance et de production industrielle.

Quels pourraient être les effets sur l'emploi? Les négociations avec Washington vont

se poursuivre, à en croire le Conseil fédéral, il est donc difficile d'évaluer les effets aujourd'hui. Mais pour le secteur industriel, le choc est rude. Nous travaillons avec les faitières et les milieux économiques pour faire face ensemble.

Peut-on craindre des délocalisations vers les Etats-Unis ou vers l'Union européenne, qui a obtenu un taux de 15%? Evidemment, avoir 39% contre 15% n'est pas une bonne nouvelle, mais nous pouvons prendre des mesures pour atténuer les risques de délocalisation. Par ailleurs, un certain nombre d'entreprises touchées produisent du Swiss Made et ne peuvent donc pas délocaliser.

Quelles mesures pouvez-vous prendre rapidement? Nous n'avons pas attendu le choc des droits de douane pour agir. Je rappelle depuis ma prise de fonction la nécessité d'avoir une vraie politique de soutien au secteur industriel et plus largement aux entreprises. La crise actuelle peut aussi représenter une opportunité, pas seulement pour sauver des entreprises, mais pour les aider à se transformer. Dans l'immédiat, les RHT [réduction de l'horaire de travail, ndlr] peuvent aider à conserver des emplois, mais ça ne suffira pas. On devrait assouplir ce mécanisme, comme l'a proposé Vincent Maitre au parlement fédéral, pour qu'il puisse être utilisé pour la recherche et développement, pas seulement dans la production. Les problèmes ont changé, l'économie a changé. L'action politique ne doit plus être guidée par des logiques administratives; elle devrait désormais s'inspirer d'une



approche entrepreneuriale capable de répondre aux défis de notre économie.

Que peut faire le canton à moyen terme? Nous devons poursuivre notre politique de soutien à l'innovation et à l'économie numérique. En investissant dans le numérique, nous allons réduire notre dépendance à l'égard de la technologie américaine. Cet argent est mieux dépensé pour développer localement notre propre industrie technologique et de services. Nous nous efforçons aussi de limiter les réglementations, d'alléger la charge administrative. Concernant les droits de douane, il devient urgent de renforcer nos liens avec l'Union européenne. Nous travaillons aussi à identifier, avec les secteurs concernés, de nouveaux pays à fort potentiel pour nos exportations.

Qu'attendez-vous de la Confédération? J'attends qu'elle apporte, comme nous le faisons au niveau cantonal, un soutien aux entreprises beaucoup plus concret et beaucoup plus fort. Je vous donne une comparaison: lorsqu'on investit dans la transition énergétique, il ne faut pas juste aider les gens à payer leurs factures pour chauffer une maison très mal isolée. Il faut les aider à isoler la maison. C'est la même chose avec l'économie: il faut accélérer la transition des modèles. A Genève, nous avons doublé les investissements dans des projets d'innovation. Il n'y a rien de tel au niveau de la Confédération. La Suisse a fondé son dynamisme sur le libre-échange, mais cela ne suffit plus. Il faut un soutien intérieur beaucoup plus important. C'est un changement de paradigme. ■

C'est au tour de la

NÉGOCIATIONS Dirigée par l'ambassadeur Gabriel Lüchinger, la «structure de pilotage» créée pour gérer les relations avec les Etats-Unis est à la manœuvre pour tenter d'infléchir Donald Trump

FRÉDÉRIC KOLLER

Si Karin Keller-Sutter et Guy Parmelin ont fait un aller-retour infructueux à Washington, une équipe de hauts fonctionnaires de la Confédération est restée aux Etats-Unis. Il s'agit des membres de la «structure de pilotage» des relations Suisse-Etats-Unis. Cette task force, créée dans l'urgence début avril en réponse à la menace de Donald Trump d'imposer des taxes douanières de 31%, fait désormais figure de principal outil de négociation avec l'administration américaine.

Invisible jusqu'ici, cette task force a pourtant un visage en la personne de l'ambassadeur Gabriel Lüchinger, l'«envoyé spécial du Conseil fédéral». A l'inverse d'un Thomas Borer, diplomate flamboyant qui animait la task force du Conseil fédéral à la fin des années 1990 en réponse à la crise des «fonds en désérence», l'ancien secrétaire général de l'UDC passerait presque pour l'homme invisible. Il ne donne aucun entretien à la presse et n'apparaît jamais au premier plan. On lui attribue pourtant le succès du sommet pour la paix au Bürgenstock, l'an dernier, et un solide carnet d'adresses.

Après la rencontre avec Marco Rubio, le secrétaire d'Etat américain, Gabriel Lüchinger et son «groupe restreint» sont restés à Washington pour tenter d'ouvrir



«En tant qu'entrepreneur, c'est maintenant que je dois agir»

ADAPTATION La société bernoise Ypsomed esquisse déjà sa parade aux droits de douane. Son directeur, Simon Michel, conseiller national PLR, s'attend à une période sombre que la Suisse pourrait utiliser à son avantage

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉTIENNE MEYER-VACHERAND



«Je ne crois pas que ces taxes disparaîtront durant les huit prochaines années»

Cela signifie que vous allez baisser vos investissements en Suisse? La transformation de notre empreinte industrielle en Suisse a commencé en 2015 quand la Banque nationale suisse a décidé de découpler l'euro et le franc. En dix ans, nous avons eu le covid, la guerre en Ukraine qui a fait exploser les coûts de l'énergie, l'initiative de l'UDC sur la Suisse à 10 millions... La politique de Donald Trump s'ajoute à tout cela. Avec ces éléments combinés, nous investissons naturellement moins en Suisse. Dans les quatre prochaines années, nous avons prévu de dépenser 1,5 milliard de francs dans l'infrastructure, mais seulement un sixième est destiné à la Suisse.

INTERVIEW

Mais que peuvent faire les petites entreprises qui ont moins de moyens?

Des entreprises du Jura actives dans le domaine du décolletage, par exemple, pourraient imaginer s'unir pour ouvrir un site de production commun aux Etats-Unis. Ce que je décris peut sembler terrible, mais la situation pourrait ne pas être inintéressante pour la Suisse. Parce que la Recherche & Développement et l'innovation continue de se faire ici. Si vous ne faites «que» produire aux Etats-Unis, vous pouvez rapatrier les bénéfices et payer vos impôts en Suisse. Cela fera mal, car beaucoup de gens vont perdre leur emploi. Nous devons essayer de former ces personnes à des emplois plus qualifiés et techniques. Ce n'est pas ce que je prône, mais j'essaie de trouver un peu de positif dans tout ce désordre. Bien entendu, tout peut encore changer dans quelques semaines, dans un mois, dans six... Mais je ne crois pas que ces taxes disparaîtront durant les huit prochaines années, elles baisseront peut-être. En tant qu'entrepreneur, c'est maintenant que je dois agir. ■

L'absence d'un accord abaissant le taux des taxes douanières vous a-t-elle déçu? Je suis déçu. En tant que membre de la Commission de politique, il y avait, à notre connaissance, un accord au niveau opérationnel. Tout semblait bien se dérouler mais à la dernière minute il ne s'est pas concrétisé. Je suis donc surpris et déçu. En tant qu'entrepreneur, je dois agir.

Votre réaction a été rapide puisque vous avez déjà annoncé qu'Ypsomed allait transférer sa production destinée aux Etats-Unis de la Suisse à l'Allemagne. Je dois préciser deux points. Tout d'abord, l'exposition de notre production suisse au marché américain est faible. Elle représente 5 à 6% de nos chiffres d'affaires, soit environ 25 millions de francs pour les huit mois restants de notre exercice financier [décalé, ndlr], 40 millions au total. C'est une somme gérable mais non négligeable. Ensuite, nos clients récupèrent nos produits et se chargent de la taxation. Mais évidemment, ils se tournent vers nous pour savoir ce qu'il est possible de faire. Notre première mesure à court terme consiste à essayer de retarder les expéditions vers les Etats-Unis jusqu'à ce que nous ayons trouvé une solution. La seconde consiste à transférer rapidement le plus grand nombre possible de commandes depuis la Suisse vers notre site de Schwerin, dans le nord de l'Allemagne. Dans le même temps, nous essayons de rapatrier des commandes, à destination de l'Union européenne par exemple, dans l'autre sens, pour ne pas avoir à supprimer des postes.

Et à plus long terme? A moyen terme, nous aurons un site de production aux Etats-Unis. Ce projet devait être achevé en 2028, mais nous l'avons accéléré pour qu'il soit fonctionnel au second semestre de 2027. Nos clients aux Etats-Unis seront uniquement livrés à partir de ce site.

MAIS ENCORE

Pour le Seco, «nous sommes loin d'une crise grave»

«Nous sommes loin d'une crise grave qui verrait le PIB du pays s'effondrer de 2% ou plus», a déclaré hier Eric Scheidegger, le chef de la Direction de la politique économique au Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco). Pour lui, l'économie va se contenter d'une croissance de «0,5 à 1%». (ATS)

les relations avec les Etats-Unis. Le parti milite pour de nouveaux accords de libre-échange, la suppression des réglementations, et surtout, ne pas s'associer à l'Union européenne. Le PLR appelle à mettre fin aux «que-

relles politiques», à suspendre l'impôt minimum de l'OCDE et à poursuivre les négociations. A gauche, la présidente des Vert-e-s, Lisa Mazzone, estime que la stratégie de Karin Keller-Sutter «de faire des cour-

bettes et de faire cavalier seul face à Trump est un échec cuisant». Elle défend l'instauration d'une taxe numérique pour les groupes de la tech et propose de renoncer à l'achat des F-35. ■ COLLABORATION: ANNICK CHEVILLOT

Comment les exportateurs encaissent les chocs

RÉSILIENCE Les entreprises suisses n'en sont pas à leur première crise. Elles ont toujours surpris par leur capacité d'adaptation. Tout en prévenant que celle-ci avait aussi des limites physiques

ALINE BASSIN

Et si les entreprises exportatrices suisses devaient leur excellence à la capacité d'adaptation qu'elles ont dû développer au fil des crises? Impossible à prouver, cette hypothèse est en tout cas régulièrement émise car les fabricants de machines, de garde-temps ou de chocolat n'en sont pas à leur premier choc depuis le début du siècle, qui a d'ailleurs commencé par l'explosion de la bulle internet puis les attentats du 11 septembre 2001. L'industrie d'exportation a vécu par la suite trois grosses mises à l'épreuve qui n'ont rien à envier au coup de massue que représentent pour elles les droits de douane de 39% imposés par les Etats-Unis. Voici comment elle les a encaissées, puis surmontées.

■ 2009: crise des subprimes

Evolution du PIB: -2,3%
Pic de chômage: 4,4% en décembre (taux de chômage au sens du Seco)

En 2008, l'administration américaine refuse de sauver la banque Lehmann Brothers, qui, à l'instar de tout le secteur, est frappée de plein fouet par l'explosion de la bulle des crédits immobiliers pourris. Cette décision provoque un effondrement des bourses qui va contaminer l'économie mondiale et la faire sombrer en 2009 dans une profonde récession.

En Suisse, malgré le recours aux RHT (réduction de l'horaire de travail), le chômage augmente rapidement. En janvier 2010, quelque 175 000 demandeurs d'emploi sont recensés par le Secrétariat d'Etat à l'économie (contre 128 000 un an plus tôt), un niveau qui ne sera plus jamais atteint par la suite. Si la consommation intérieure permet de limiter les dégâts, les entreprises exportatrices sont durement frappées, d'autant plus que dès 2011 la crise de la dette européenne provoque une appréciation spectaculaire du franc fort. Une situation qui pèse sur la compétitivité financière des entreprises livrant dans la zone euro.

■ 2015: fin du taux plancher

Evolution du PIB: 0,4%
Pic de chômage: 3,5% en décembre

Pour atténuer la force du franc, la Banque nationale suisse introduit en 2011 un taux plancher à 1,20 franc pour 1 euro et intervient sur le marché des changes pour l'assurer. Le 15 janvier 2015, elle prend tout le monde de court en annonçant y renoncer. Peu après cette décision, la Suisse entre dans l'ère des taux d'intérêt négatifs, un autre moyen de rendre le franc moins attractif.

Pour l'industrie suisse, la décision de la BNS représente un cataclysme. Trois mois après, l'euro vaut moins de 1,04 franc. Pour aider les PME à absorber le choc, le Conseil fédéral va lancer un programme de stabilisation. La Confédération prend en charge une partie de la contribution des entreprises retenues pour un projet d'innovation soutenu par Innosuisse,

l'agence fédérale pour l'innovation. De nombreuses sociétés vont également contrer le désavantage monétaire en montant en gamme et en se développant sur d'autres marchés, notamment la Chine, avec qui la Suisse a signé un accord de libre-échange, et les Etats-Unis, remis de la crise des subprimes.

■ 2020: pandémie de covid

Evolution du PIB: -2,8%
Chômage: 3,6% en décembre

Lorsque le nouveau coronavirus apparaît en Chine fin 2019, les entreprises ont en grande partie digéré la suppression du taux plancher et, pour beaucoup d'entre elles, su gagner en compétitivité. En mars 2020, l'économie mondiale est paralysée. Contrairement aux crises précédentes, elle est surtout victime d'un choc au niveau de l'offre puisque les entreprises sont entravées dans leur fonctionnement en raison de mesures sanitaires.

Une batterie de mesures est prise pour soutenir l'économie helvétique touchée très différemment que lors des crises précédentes: des sociétés de services sont frappées encore plus durement que les entreprises industrielles. Celles-ci se remettent au travail au fil de l'année en mettant en place des programmes de protection de leurs employés. Les craintes de récession durable sont dissipées en 2021, car la plupart des pays occidentaux ont su préserver le pouvoir d'achat de leur population. Conséquence: l'économie se trouve à l'inverse en situation de surchauffe et les entreprises font face à des problèmes d'approvisionnement et de recrutement. ■

task force d'agir

d'autres portes. Les secrétaires d'Etat Helene Budliger Artieda, pour l'économie (Seco), et Daniela Stoffel, pour les finances, ont pour principaux interlocuteurs au sein du gouvernement américain Jamieson Greer, représentant américain au Commerce, Scott Bessent, secrétaire au Trésor, et Howard Lutnick, secrétaire au Commerce. A elles de convaincre que les «nouvelles propositions» du Conseil fédéral sur le plan économique sont de nature à faire changer d'avis le locataire de la Maison-Blanche.

Il n'y a pas de date de retour arrêtée pour les membres de la task force

Egalement membre de ce «groupe restreint», le secrétaire d'Etat Alexandre Fasel n'a pas fait le déplacement. C'est Gabriel Lüchinger qui représente le Département fédéral des affaires étrangères. A lui de faire remonter sur le haut de la pile les avantages des bons offices de la Suisse. La Suisse est la représentante des intérêts américains en Iran et reste disponible pour une reprise du dialogue avec Washington et Téhéran. Sur ce terrain, la situation semble pour l'heure gelée. Le dossier ukrainien est une autre carte à jouer pour la Suisse, qui présidera l'OSCE l'an prochain. Une échéance un peu lointaine pour le président américain, qui pourrait rencontrer Vladimir

Poutine ces «prochains jours» aux Emirats arabes unis, selon Moscou. Berne peut toutefois réitérer sa disponibilité pour une conférence plus large, incluant l'Ukraine, sur sol suisse.

Discussion sur la défense

Mais c'est sur un autre plan que les discussions semblent se mener. Dans sa communication de trois lignes sur la rencontre entre la présidente de la Confédération et son vice-président avec Marco Rubio, le Département d'Etat américain évoque son «attachement au renforcement bilatéral en matière de coopération de défense». Berne vient d'annoncer que la livraison des systèmes de défense antimissile Patriot était suspendue sine die en raison de la priorité accordée par Washington à l'Ukraine. L'augmentation des coûts d'achat de 36 F-35A provoque le mécontentement en Suisse. Par ailleurs, les affaires compensatoires en Suisse du constructeur, Lockheed Martin, pourraient aussi être l'objet d'un «malentendu» selon les termes du Conseil fédéral.

En conférence de presse, hier, Karin Keller-Sutter a indiqué avoir signifié à ses interlocuteurs qu'il était inadmissible que la Suisse se retrouve sans défense aérienne, ajoutant qu'il était important de préserver une industrie d'armement sur sol helvétique. De nouveaux contrats d'armement, ou la renégociation de ceux existants, font-ils partie de l'équation pour diminuer les taxes américaines? A Berne, on indique simplement qu'il n'y a pas de date de retour arrêtée pour les membres de la task force. ■

Die EU gibt der Schweiz ein Mitspracherecht

Mit dem bilateralen Vertragspaket will Brüssel Bern bei neuen Rechtsakten beiziehen

TOBIAS GAFAFER

Es ist die wohl gewichtigste Änderung, die mit dem neuen bilateralen Vertragspaket mit der EU geplant ist. Die Schweiz verpflichtet sich bei sechs bestehenden und künftigen Binnenmarktabkommen, neues EU-Recht grundsätzlich dynamisch zu übernehmen. Dieses ist für die Schweiz bereits heute relevant, aber die Übernahme wird künftig verbindlicher. Im Gegenzug erhält die Schweiz bei neuen EU-Rechtsakten, die Binnenmarktabkommen betreffen, ein Mitspracherecht, das sogenannte «decision shaping».

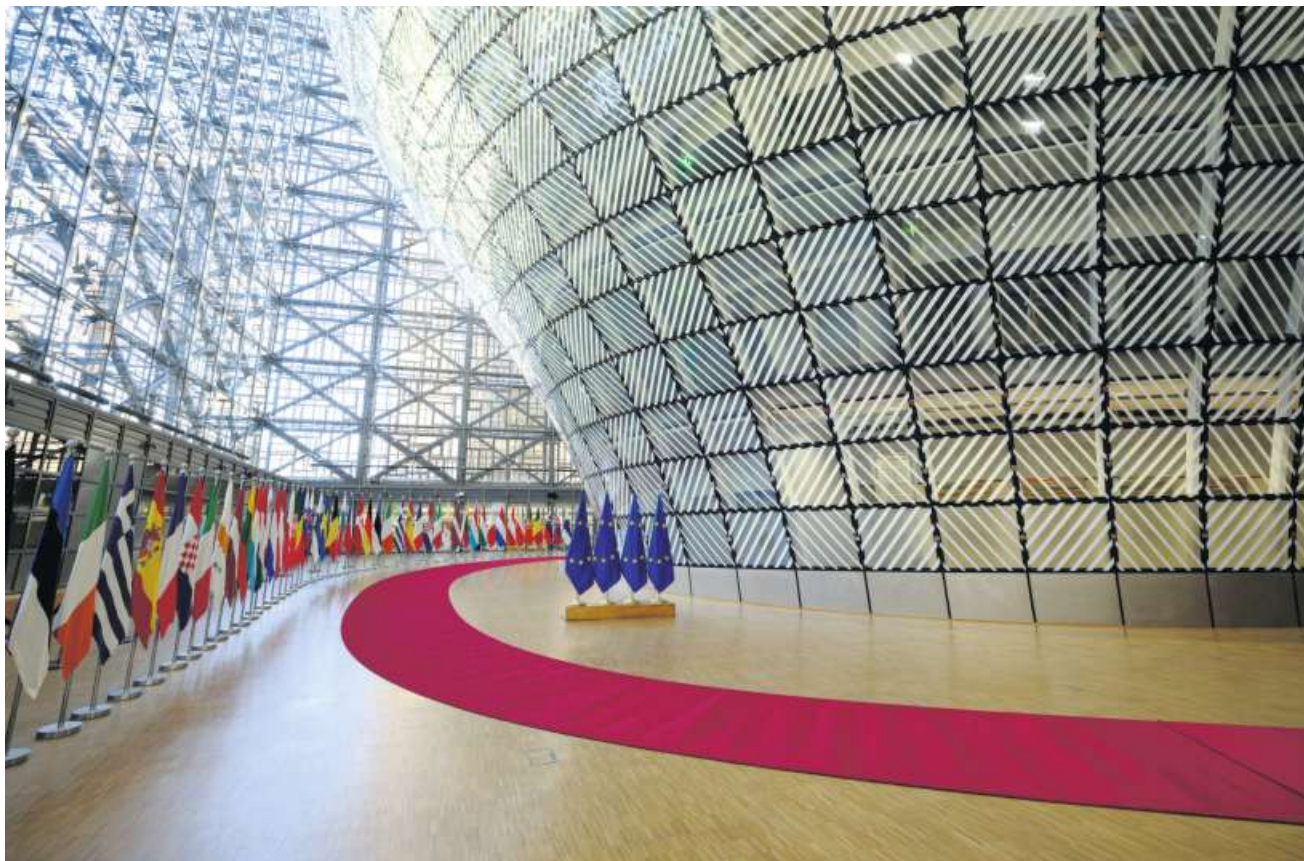
Die EU sichere der Schweiz die grösstmögliche Teilnahme bei der Ausarbeitung von EU-Rechtsakten durch die Kommission zu, schreibt der Bundesrat im erläuternden Bericht zum Vertragspaket. Nur mitentscheiden darf die Schweiz nicht. Das «decision shaping» ist das Maximum, das die EU einem Land zugesteht, das als Nichtmitglied partiell ähnlich wie ein Mitgliedsstaat am Binnenmarkt teilnimmt.

Frühzeitig intervenieren

Die neuen Schweizer Mitwirkungsrechte entsprechen jenen, die die drei Staaten des Europäischen Wirtschaftsraums (EWR), Norwegen, Liechtenstein und Island, seit mehr als dreissig Jahren haben. Ihre Erfahrungen sind für die Schweiz von Interesse. Liechtenstein sehe die dynamische Rechtsübernahme positiv, sagt Andrea Entner-Koch, die Leiterin der Stabsstelle EWR. Probleme habe es deswegen nie gegeben. «Wir studieren die EU-Rechtsakte bereits im Entwurf und verhandeln, falls notwendig, Anpassungen und Ausnahmen.»

Die EWR-Staaten haben dazu ihre Präsenz in Brüssel ausgebaut. Federführend ist das Sekretariat der Europäischen Freihandelsassoziation (Efta), das sich mit den Mitgliedsstaaten koordiniert. Man bringe Ergänzungs- oder Änderungswünsche formell ein, sobald ein geplanter Rechtsakt im Amtsblatt der EU erscheine – und in Arbeitsgruppen oder dank Kontakten schon vorher, sagt Georges Baur, Forschungsleiter am Liechtenstein-Institut. Er ist einer der besten Kenner des EWR und war früher als beigeordneter Generalsekretär für die Efta in Brüssel tätig.

Wichtig sei, dass die EWR-Staaten sofort über binnenmarktrelevante Rechtsakte informiert seien, sagt Baur. Eine frühe Information erlaube es, mögliche Probleme zu identifizieren. Das



Beim Abkommen von Schengen hat die Schweiz gute Erfahrungen mit ihren Mitwirkungsrechten gemacht. Im Bild der Sitz des EU-Rats in Brüssel.

GETTY

«decision shaping» habe sich bewährt. Die EWR-Staaten würden in Brüssel oft das erreichen, was man auch als EU-Mitglied erreichen könnte. «Viel läuft über Lobbying und Interessengruppen.»

Der Hebel der Norweger

Das EU-Mitglied Malta etwa habe beim Binnenmarkt nicht viel mehr Einfluss als Liechtenstein, sagt Baur. Vaduz profitiere vom Gewicht Norwegens. Das Land hat mit dem Ukraine-Krieg wegen seiner Gas- und Ölvorkommen weiter an Einfluss gewonnen. «Das gibt den Norwegern einen Hebel, den sie im Rahmen des EWR geltend machen können.»

Das Fürstentum hat weniger Gewicht als die Schweiz, die zu den wichtigsten Handelspartnern der EU gehört. Trotzdem konnte es beim «decision shaping» schon Einfluss nehmen. Baur verweist auf die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie (UBRL), wo Vaduz nur mit Island beschränkte Ausnahmen erreicht habe, etwa beim Wahlrecht. Der Schweiz ist es bei der UBRL gelungen, mit der

EU Ausnahmen auszuhandeln, die über jene Liechtensteins hinausgehen.

Ein anderer Fall war die zweite Geldwäschereirichtlinie. Liechtenstein habe erreicht, dass die EU eine dynamische Verweisung gestrichen habe, sagt Baur. Dies habe verhindert, dass Brüssel plötzlich ohne Beteiligung der EWR-Staaten die betreffenden Bestimmungen einführen konnte.

Hat Baur für die Schweiz Tipps? Es brauche eine gute Vorbereitung. Die Verwaltung und die Verbände müssten ihre Präsenz in Brüssel ausbauen. Einige Akteure wie der Wirtschaftsdachverband Economiesuisse oder die Gewerkschaften haben dies schon getan. Zudem rät Baur der Schweiz, sich beim «decision shaping» auf das Wesentliche zu beschränken. Sie sollte nur da Ausnahmen oder Änderungen verlangen, wo es wirklich wichtig sei. «Man sollte nicht alles in der Öffentlichkeit bis zum letzten Komma zerreden.» Dann drücke die EU auch einmal ein Auge zu. Diese habe grössere Schwierigkeiten als unproblematische Trittbrettfahrer.

Die Schweiz hat ebenfalls Erfahrungen mit dem «decision shaping». Beim Abkommen von Schengen (freier Reiseverkehr und Sicherheit) beteiligt sie sich seit ihrer Assoziierung 2004 an der Weiterentwicklung des Rechts. Die EU-Kommission zieht Bern bei, wenn sie neue Rechtsentwicklungen erarbeitet, die Schengen-relevant sind. Sobald diese einen Vorschlag im EU-Ministerrat oder im Europäischen Parlament präsentiere, wirke die Schweiz auf allen Stufen mit, sagt Nicolas Bideau, der Sprecher des Auswärtigen Departements (EDA).

Dass die Schweiz nicht mitentscheiden könne, spiele in der Praxis kaum eine Rolle. Die meisten Rechtsakte erarbeite der EU-Rat im Konsens. Die Schweiz hat mit ihren Mitwirkungsrechten gemäss Bideau gute Erfahrungen gemacht. Sie könne die Entwürfe der Rechtsakte bei den Beratungen so beeinflussen, dass die Übernahme in der Regel unproblematisch sei. Das bekannteste Beispiel ist die EU-Waffenrichtlinie, wo die Schweiz Ausnahmebestimmungen für das Sturmgewehr herausholte.

Allerdings zeigt das Beispiel auch, dass der Druck, am Ende eine Rechtsübernahme zu vollziehen, gross ist. Sonst droht die Schweiz aus dem Schengen-Abkommen zu fliegen. Beim neuen bilateralen Vertragspaket dagegen ist nun eine Absicherung geplant, damit die Schweiz in Ausnahmefällen eine Rechtsübernahme ablehnen kann. Sie muss dafür Ausgleichsmassnahmen der EU in Kauf nehmen, die verhältnismässig sein müssen und von einem Schiedsgericht überprüft werden können.

Umfassender als bei Schengen

Die Mitwirkungsrechte, die die Schweiz bei den Binnenmarktabkommen erhält, gehen weniger weit als bei Schengen. Dort können die Schweiz und die EWR-Staaten fallweise auch an den Arbeiten des EU-Ministerrats teilnehmen. Dies sei auf die Kompetenzverteilung in der EU zurückzuführen, die zur Zeit der Schengen-Assoziierung der Schweiz gegolten habe, sagt Bideau. Beim Binnenmarkt sei diese anders, weshalb eine Teilnahme von Nichtmitgliedsstaaten an Arbeiten des Ministerrats aus Sicht der EU nicht möglich sei. Die EU-Kommission verfüge beim Binnenmarkt aber auch über grössere Kompetenzen.

Die Modalitäten des «decision shaping» werden je nach der Art des Rechtsakts unterschiedlich sein. In allen Fällen ziehe die EU-Kommission für die Ausarbeitung eines ersten Entwurfs Sachverständige der Schweiz gleichermassen zu Rate, wie sie die Stellungnahmen der Mitgliedsstaaten einhole, sagt Bideau. Bei Rechtsakten, die grundsätzlich in die alleinige Zuständigkeit der EU-Kommission fielen, gewähre diese der Schweiz die grösstmögliche Teilnahme.

Noch zu reden geben wird der Ablauf des «decision shaping» in der Schweiz. Diese ist es gewohnt, bei Rechtsanpassungen alle möglichen Anspruchsgruppen anzuhören. Die Schweiz werde jeweils ihre Interessenlage analysieren, wenn die EU das relevante Recht weiterentwickle, und wenn nötig interessierte Kreise einbeziehen, sagt Bideau. Zudem schlägt der Bundesrat vor, mit diversen Massnahmen die Information und die Mitwirkung des Parlaments zu verbessern.

Nicht geplant ist dagegen, die Schweizer Präsenz in Brüssel auszubauen. Die Schweiz sei durch ihre Mission bei der EU bereits gut vertreten, sagt Bideau. Auch die Konferenz der Kantonsregierungen ist mit einem Mitarbeiter in der Schweizer Mission in Brüssel präsent.

Ce qu'il reste à négocier entre l'UE et les Etats-Unis

COMMERCE Bruxelles attend toujours la validation du texte précis de l'accord portant sur les 15% de droits de douane imposés à ses produits exportés aux Etats-Unis. Beaucoup de zones d'ombre subsistent

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES

Le «deal» scellé le 27 juillet entre Donald Trump et Ursula von der Leyen en Ecosse, et entré en vigueur hier, est-il solide? Pendant que le président des Etats-Unis claironnait le 7 août quelques secondes après minuit, sur son réseau Truth Social, que des «milliards de dollars de droits de douane» «affluent» vers les Etats-Unis, Bruxelles était en partie dans le brouillard. En coulisses, l'heure est toujours à la négociation.

Certes, le couperet des 15% est tombé. C'est le montant des droits de douane imposé dès maintenant sur la majorité des produits européens qui entrent aux Etats-Unis. Mais l'accord auquel a consenti la présidente de la Commission européenne, toute penaude et gênée face à Donald Trump le 27 juillet, n'a à ce stade rien de contraignant. Il s'agit davantage d'une feuille de route sans valeur juridique définitive.

Clarifications légales attendues

Depuis le 27 juillet, Washington et Bruxelles ont publié chacun une «fiche d'information» pour expliquer les contours de l'accord... avec des différences notables. La déclaration commune est toujours attendue. En début de semaine, un responsable européen affirmait que le texte était prêt «à 90-95%». Mais l'aval de Washington tarde à tomber. C'est ce qu'a répété hier Olof Gill, le porte-parole de la Commission européenne chargé des questions commerciales. «Nous sommes très clairs sur les

engagements pris et ce qui est exclu de l'accord. La balle est maintenant dans le camp de Washington», a-t-il souligné en substance. L'accord devra ensuite être validé par au moins 55% des pays membres de l'UE, représentant au minimum 65% de sa population.

Le diable se cachera-t-il dans les détails? La Commission peut-elle encore se lancer dans de périlleux exercices de marchandage, après avoir mis au frigo sa liste de mesures de rétorsion portant sur des produits américains pour 93 milliards de dollars? Un certain nombre de points restent à clarifier. C'est le cas notamment pour l'acier et l'aluminium, toujours taxés à 50%. Bruxelles a obtenu qu'ils ne soient taxés à 50% qu'une fois des quotas dépassés. Or ces quotas n'ont toujours pas été précisés.

Pour ce qui est des voitures, les taux sont censés passer de 27,5 à 15%. Mais là aussi, Donald Trump tarde à préciser ce qu'il en est réellement. Des clarifications légales sont attendues concernant les modalités de cette baisse. Des secteurs entiers sont par ailleurs censés être exemptés des 15%. Mais là non plus, rien n'est clair, notamment pour ce qui est des spiritueux et des vins. Il n'y a toujours pas de liste où ces exceptions sont notifiées noir sur blanc.

Ensuite, l'UE a promis des achats massifs en matière d'énergie – 750 milliards de dollars sur trois ans – et des investissements pour 600 milliards de dollars, dans le domaine de l'armement notamment. Des promesses visant juste à apaiser Donald Trump, mais qui pourraient ne pas être tenues? Le locataire de la Maison-Blanche a flairé l'entourloupe. Sur CNBC, il a d'abord assuré que ces 600 milliards de dollars étaient un «cadeau», pour ne pas dire un dû: «Ils nous ont floués pendant des années et il est maintenant temps qu'ils nous paient. C'est un cadeau,

ce n'est pas comme un prêt. Ils nous ont donné 600 milliards et on peut l'investir où on veut.» Puis, il a menacé les Européens de revenir à 35% si la promesse n'était pas tenue.

Des obstacles non tarifaires à lever

Autre domaine où des divergences subsistent: les réglementations sur le numérique. La Commission assure n'avoir rien cédé aux Etats-Unis, mais du côté de Washington, qui s'érige depuis des mois contre ces règles, le dossier est loin d'être clos. Le secrétaire américain au Commerce, Howard Lutnick, l'a clairement signifié sur CNBC mardi: «L'attaque contre nos entreprises technologiques sera mise sur la table.» Début juillet, Henna Virkkunen, la vice-présidente de la Commission responsable de la Souveraineté technologique, assurait très clairement à Politico que les différents règlements – le DSA, le DMA et celui sur l'intelligence artificielle – «ne faisaient pas partie des négociations commerciales». Mais peu après la signature de l'accord, Ursula von der Leyen a semé le doute en déclarant que les deux parties allaient continuer à «lever les obstacles non tarifaires».

Pour le ministre français de l'Economie, Eric Lombard, qui a réuni le 30 juillet les acteurs économiques concernés par l'accord, «les droits de douane à 15% ne doivent pas être la fin de l'histoire». «Les entreprises veulent de la visibilité sur la suite des négociations et sur les futures règles du jeu», a-t-il revendiqué sur X. Elles ne sont pas les seules.

En résumé: si l'accord a été scellé politiquement, sa mise en œuvre n'est pour l'instant que partielle et des zones d'ombre demeurent. Les négociations et jeux de pression se poursuivent. Seule certitude: personne n'est à l'abri de l'imprévisibilité de Donald Trump. ■